

Le populisme

On retrouve ce mot à chaque instant dans les médias et dans l'opinion publique. Définir la teneur du populisme n'est pas aisé. On dit généralement qu'il désigne un type de discours et de courants politiques qui fait appel aux intérêts du « peuple » et prône à son recours, tout particulièrement en opposant ses intérêts à ceux de l'« élite ». Celle-ci est prise pour cible de ses critiques (Université de Princeton)

La teneur du populisme a largement varié au cours des époques, mais le terme a souvent été employé avec une connotation de démagogie et de « fourre-tout » politique.

D'après J.P. Rioux, le populisme désigne l'instrumentalisation de l'opinion du peuple par des partis et des responsables politiques qui s'en prétendent les porte-parole, alors qu'ils appartiennent le plus souvent aux classes sociales supérieures. .

Voyons plutôt ses manifestations dans différents pays, au cours de ces dernières années et tout récemment.

Aux Etats-Unis d'Amérique.

Lors de la dernière décennie, le déclassement frappe des dizaines de milliers de travailleurs. La pauvreté, le chômage, les inégalités les plus criantes et l'absence flagrante de mixité sociale cristallisent les tensions au sein de la société. Ajoutons-y le sentiment diffus d'un déclin du pays et le besoin de se réapproprier la souveraineté nationale. Le candidat Trump a apporté des réponses, ses réponses, à la mesure de l'Amérique profonde, conservatrice et puritaine : en déroulant les clichés les plus classiques (isolationnisme, hyper sécurité, défense du port d'arme, racisme, misogynie et retour à la famille traditionnelle...) il a, par ses propositions, donné une impression d'autorité, faisant écho à la demande d'une grande partie des électeurs.

Après ces propositions « populistes », Trump a, en accompagnement, prôné le rejet des classes politiques, médiatiques et culturelles. Pour beaucoup de citoyens, ces élites vivant en vase clos, détiennent tous les pouvoirs et n'ont pour objectif que de préserver leurs intérêts, au détriment de la majorité. Oublié le fait que le milliardaire Trump lui-même fasse partie de cette élite... mieux, son parcours et sa réussite ont été perçus comme un atout quant à sa capacité de remettre le pays sur les rails de la croissance...

En Europe

La dérégulation amorcée dans les années 1980, au niveau économique, s'est notamment soldée par des délocalisations et la désindustrialisation n'a pas été accompagnée par des mesures de compensation. A ce sentiment d'abandon sont venues s'agréger, comme aux Etats-Unis, des oppositions dans le domaine sociétal et culturel : hostilité à l'avortement ou au mariage pour tous.

De plus, on trouve dans la plupart des pays européens des connotations « anti-Europe », anti- austérité, anti- monnaie unique.

Quand on parle « populisme » dans les pays européens, il est important de distinguer les électeurs des figures de proue : les leaders vont dans le sens de la contestation et des mécontentements de façon démagogique. Ils proposent des solutions simplistes et certainement irréalisables à des problèmes complexes. A preuve, en Grande-Bretagne, les zéloteurs du Brexit se sont trouvés désesparés quand celui-ci a été voté.

Dans l'Europe de l'Est, des phénomènes nouveaux nous soucient : la montée de la xénophobie et l'indifférence par rapport à certaines libertés (Hongrie-Pologne).

En France qu'y a-t-il de commun entre les partis qualifiés de « populistes », qu'ils soient classés à droite ou à gauche ? Certains sont xénophobes, d'autres non. Certains s'opposent au libéralisme, d'autres non. Des sociologues français, pour essayer de sauver le populisme de gauche, font la différence entre les populismes identitaires, qui seraient mauvais, et les populismes plébéiens, qui seraient bons.

Comment différencier les populismes ?

Le politologue allemand Jan-Werner Müller (auteur de l'ouvrage « Qu'est-ce que le populisme ? ») considère que tout mouvement ou individu qui prétend incarner le peuple, monopoliser la représentation du « vrai peuple », est populiste. Pour lui, il y aurait les « vrais gens » et ceux qui ne comptent pas : le populisme se caractérise par le refus du pluralisme.

Pour Michel Onfray, « le populisme est le plus dangereux des narcotiques, le plus puissant des opiums pour endormir et anéantir l'intelligence, la culture, la patience et l'effort »

Pour la philosophe Catherine Colliot Thélène, il est impossible de donner une définition univoque du populisme, car « *celle-ci serait nécessairement sélective par rapport aux phénomènes que nous avons à analyser : elle empêcherait de s'attaquer à leurs causes...* ».

Et pourtant, pour nous, c'est cela qui compte.

Dans tous les pays du monde, les politiques économiques qui ont été conduites depuis de nombreuses décennies ont créé des inégalités sociales dans des proportions inédites. Si on n'arrive pas à conjurer les effets néfastes de ces politiques, les populistes auront beau jeu de continuer à semer des illusions.

Expliquer les dangers du populisme

C'est le rôle dévolu à chaque citoyen.

Certains milieux intellectuels donnent l'exemple. Ainsi, lors du colloque « Modernités républicaines », organisé à Paris en novembre 2016, philosophes et politologues, après un rappel historique, ont tenté de dégager et d'affiner les principes directeurs du républicanisme aujourd'hui, le « néo-républicanisme ». Au cœur de cette théorie intellectuelle et politique se trouve l'idée de liberté, définie non pas à la manière néolibérale comme simple absence de contrainte, mais comme absence de domination. De la conception néo-républicaine de la liberté découle tout un programme de justice sociale, en contradiction avec l'idéal néolibéral de l'économie de marché. Il est du ressort de l'Etat et de ses lois de protéger l'exercice de libertés particulières en offrant aux citoyens une sécurité suffisante en matière d'éducation, de justice, de travail, ce qui suppose une interférence étatique.

Celle-ci doit être démocratique, grâce au principe d'élection, mais aussi par l'existence de pouvoirs de contestation exercés par les cours pénales, les médias, les mouvements indépendants.

Du fait de cette dernière exigence, le républicanisme s'oppose au populisme.

Pour l'historien Pierre Rosanvallon, « *le populisme est antirépublicain en tant qu'il se caractérise par une « simplification » de la démocratie* ».

Enfin, le colloque de novembre a abordé le rapport du républicanisme aux enjeux actuels : la laïcité, l'éducation, le féminisme.

Nombre d'intellectuels actuellement mettent aussi l'accent sur une attitude qui serait un invariant de la pensée politique : c'est le mépris du peuple. Et en France, le

phénomène est accentué par notre système scolaire, méritocratique en apparence, mais au fond très inégalitaire. Dans ce domaine, beaucoup reste à faire.

Pour lutter contre le populisme, encore faut-il comprendre les logiques qui poussent une partie de la population, en milieu urbain ou rural, dans les bras des « populistes ». Arriver à décrypter les inquiétudes, autour de soi, dans sa commune, son quartier, n'est pas toujours facile, mais c'est nécessaire si on veut faire œuvre utile.

Dans un deuxième temps, il convient de transmettre les informations recueillies aux décideurs, notamment les élus, en leur demandant de faire leur la formule : « A engagement pris, engagement tenu ».

Dans une société envahie par les informations (avec l'utilisation des réseaux sociaux), reçues passivement, mais où le rapport humain a tendance à s'amenuiser, l'action citoyenne garde plus que jamais toute sa valeur.

REFERENCES DES NOMS CITES

- Jean- Paul Rioux, historien
- Jean-Verrner Muller, politologue allemand
- Michel Onfray, philosophe et essayiste
- Catherine Colliot-Thélène, philosophe.
- Colloque Modernités Républicaines (24 et 25 novembre à Paris), organisé par le Centre européen des études républicaines, avec des communications de philosophes, d'historiens, de politistes et de sociologues.
- Pierre Rosanvallon, historien.